



Contribution de Michel Bodzémir, Professeur émérite à l'INALCO

Séance n° 3 « L'Islam en Europe » : « Islam et les Turcs d'Europe »

Académie des sciences d'outre-mer

Vendredi 20 mars 2026

En France, l'islam est de plus en plus appréhendé à travers le prisme d'une altérité perçue comme potentiellement problématique. Les populations musulmanes se trouvent ainsi fréquemment assignées, dans les discours publics et médiatiques, à une position d'extériorité, voire d'opposition, à l'égard du corps social, contribuant à nourrir la représentation d'un antagonisme difficilement conciliable. Dans son discours prononcé aux Mureaux le 20 octobre 2020, le président de la République, Emmanuel Macron, a notamment qualifié certains mouvements politico-religieux de menace pour la cohésion et l'unité républicaines.

Toutefois, cette lecture mérite d'être nuancée, à tout le moins approfondie. Il convient, dans un premier temps, de souligner que la majorité des musulmans — en tant que pratiquants ordinaires, sans affiliation idéologique ou organisationnelle particulière, notamment parmi les populations d'origine turque — aspirent avant tout à vivre en harmonie avec la société d'accueil. Bien que cet objectif puisse se heurter à des obstacles multiples, ils manifestent généralement une volonté d'intégration, impliquant le respect des normes républicaines, la recherche d'une vie quotidienne ordinaire et stable, ainsi qu'une attention soutenue portée à l'éducation de leurs enfants. Dans ce cadre, la pratique religieuse tend à s'inscrire dans une forme de discrétion compatible avec les exigences de la vie sociale.

La principale attente exprimée par les populations d'origine turque — pour ne pas dire leur revendication centrale — réside dans la reconnaissance d'un processus d'intégration progressif, distinct d'une logique d'assimilation contrainte. Cette position s'accompagne de la demande d'un temps d'adaptation, fondée sur l'idée que l'islam dispose de ressources internes lui permettant de s'ajuster aux contextes sociaux et culturels dans lesquels il s'inscrit. Dans cette perspective, la Grande Mosquée de Paris a publié en 2026 un ouvrage conçu comme un guide destiné à encadrer et à « adapter » la présence

musulmane au cadre français. Celui-ci met notamment en avant la notion d'adaptabilité (takyīf) de l'islam en France¹.

Cependant, sur un autre plan, il convient de souligner que cette communauté peut également s'inscrire dans les stratégies d'influence de l'État turc, qui cherche à s'en servir comme levier d'action à l'étranger, en tant que relais institutionnel et, plus largement, comme instrument de projection de son influence. Dans cette perspective, les autorités turques actuelles perçoivent également une partie de cette diaspora comme un réservoir électoral potentiel, mobilisable dans le cadre des dynamiques politiques internes.

Avant d'aborder la question de l'islam turc en Europe, il convient de rappeler brièvement quelques éléments de cadrage et données fondamentales :

Au milieu du XXe siècle, la tradition de mobilité historiquement ancrée dans les populations turques se réactive avec l'amorce du développement économique à partir des années 1950. Dans un premier temps, cette dynamique prend essentiellement la forme d'une migration interne, marquée par un exode rural massif en direction des grandes agglomérations, au premier rang desquelles Istanbul.

Une dizaine d'années plus tard seulement, ce mouvement s'étend à l'émigration vers l'extérieur, particulièrement vers l'Europe. N'ayant pas bénéficié d'un processus préalable d'urbanisation, de nombreux migrants issus des zones rurales d'Anatolie se retrouvent alors installés dans les périphéries des grandes métropoles européennes, où ils s'inscrivent dans des contextes sociaux et urbains qui leur sont totalement étrangers.

Les données statistiques relatives à l'immigration turque demeurent relativement fluctuantes, voire difficiles à vérifier, en raison des méthodologies liées à leur recensement. Si les statistiques officielles des ministères de l'Intérieur, fondées notamment sur les titres de séjour, constituent une première source de référence, elles ne sauraient à elles seules rendre compte de la totalité des situations migratoires. Il convient en effet d'y ajouter les données produites par les représentations consulaires turques, ainsi que les catégories plus difficiles à comptabiliser statistiquement, telles que les demandeurs d'asile, les réfugiés, les migrants en situation irrégulière ou encore les personnes sans titre de séjour.

Arrivés principalement à la fin des années 1960, dans le cadre des vagues migratoires consécutives à la Seconde Guerre mondiale, les immigrés turcs en France — longtemps perçus comme particulièrement discrets et investis dans le travail — connaissent une augmentation significative de leurs effectifs à partir des années 1980. Aujourd'hui, cette population est estimée à environ 800 000 personnes, ce qui en fait une diaspora de premier plan. Elle représenterait ainsi près d'un quart de la population musulmane présente sur le territoire français.

¹ *Musulmans en Occident, Pratique culturelle immuable, présence adaptée*, (dir). Chems-Eddine Hafiz, Albouraq, 2026.

Selon l'agence de presse Anadolu (AA), la population turque résidant en Europe était estimée, en 2024, à environ 6,5 millions de personnes.

LES TURCS EN EUROPE²

Allemagne	3 000 000
France	888 000
Pays-Bas	400 000
Autriche	400 000
USA	250 000
Belgique	250 000
Suisse	130 000
Australie	125 000
Pays du Golf	30 000 – 50 000

Ce tableau tend à montrer que les populations turques sont présentes dans de nombreuses régions du monde. En effet, l'espace de dispersion de cette diaspora apparaît largement transcontinental, ce qui renvoie à une tradition historique de mobilité fortement marquée de ces populations.

Depuis le milieu du XXe siècle, les migrations turques se déploient vers de multiples destinations, notamment en quête d'opportunités économiques, y compris jusqu'en Australie. Une anecdote souvent rapportée illustre, sur un mode presque emblématique, les confusions liées à ces trajectoires migratoires : une famille aurait initialement cru se rendre en Autriche, avant de réaliser, plusieurs heures après le début du vol — dont la durée était de dix à douze heures — qu'elle était en réalité destinée à l'Australie. Cette méprise, montre bien la méconnaissance géographique des migrants mais aussi l'impérieuse nécessité de chercher de l'emploi n'importe où dans le monde.

La grande majorité de ces migrants était issue des milieux ruraux. Peu qualifiés et faiblement scolarisés, ils disposaient d'un capital culturel limité. À cette population majoritaire s'ajoutait toutefois un groupe plus restreint de travailleurs qualifiés, notamment ceux de la première génération ; des tailleurs déjà formés avant leur départ, qui ont pu s'insérer rapidement dans le secteur de la haute couture et du luxe, au sein de grandes maisons telles que Yves Saint Laurent, Dior ou Hermès.

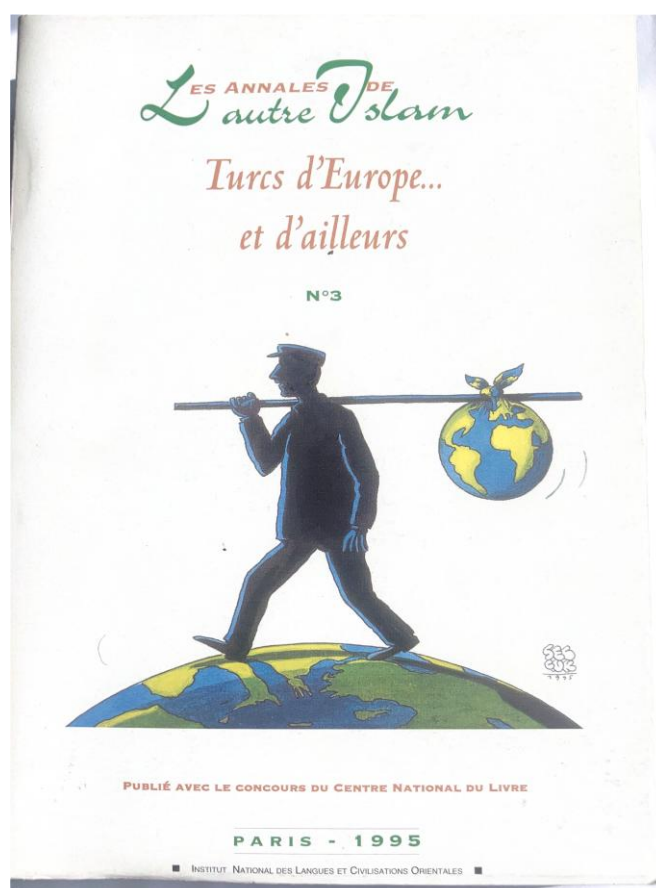
Cette migration ne s'est pas opérée de manière spontanée. En Europe, à la demande des entreprises confrontées à des besoins croissants de main-d'œuvre, les travailleurs turcs ont d'abord été recrutés principalement par l'Allemagne, et dans une moindre mesure par la France. Des antennes des services de recrutement étaient ainsi implantées à Istanbul et à Ankara, afin d'organiser le recrutement et le départ de travailleurs destinés à répondre aux besoins de main-d'œuvre des pays européens.

² *Anadolu Ajansi*, le 4 mai 2024.

À la suite de la crise économique de 1973 et de la suspension officielle de l'immigration de travail, les flux migratoires ne se sont toutefois pas interrompus. Au contraire, au cours des décennies suivantes, près d'un million de ressortissants turcs ont encore rejoint l'Europe, principalement dans le cadre des dispositifs de regroupement familial.

Ces migrations familiales ont ainsi conduit à l'arrivée de populations importantes, en dehors des dispositifs initiaux de recrutement de main-d'œuvre. Aujourd'hui, comme le tableau plus haut nous indique, les populations turques constituent l'une des principales diasporas en Europe, avec plus de cinq millions de personnes selon certaines estimations. Leur présence est particulièrement significative en Allemagne, où elles sont environ trois millions, mais également aux Pays-Bas et en France, où elles représenteraient chacune près d'un million de personnes.

Il y a trente ans, en 1995, un état des lieux de la diaspora turque avait été proposé dans un numéro des *Annales de l'Autre Islam* consacré à cette thématique. Dirigé par Stéphane de Tapia, ce numéro, dont la couverture était illustrée de manière pertinente par Selçuk, offrait une première synthèse de la situation de cette diaspora à la fin du XXe siècle³.



³ *Les Annales de l'Autre Islam*, N° 3, publications INALCO, 1995.

Que contient, au fond, le « balluchon » symboliquement porté par le migrant ? Il renferme d'abord sa langue maternelle, ainsi qu'un capital culturel modeste, essentiellement d'ordre religieux. S'y ajoutent quelques biens matériels élémentaires, notamment de nourriture, parmi laquelle figure un produit devenu emblématique et désormais bien connu dans les métropoles occidentales : le döner kebab.

Parallèlement, la société turque a connu de profondes transformations sur les plans économique et social. Les immigrés — désignés par le terme *gurbetçi* — ainsi que leurs descendants, souvent relégués à une position périphérique tant dans le pays d'origine que dans les sociétés d'accueil, ont fréquemment été placés en situation de relative marginalité face à ces évolutions. Cette double mise à distance les a parfois conduits à occuper une posture de spectateurs des dynamiques sociales à l'œuvre dans les deux espaces. Une telle situation a certainement contribué à l'émergence de formes de repli identitaire.

Ayant côtoyé les jeunes générations issues de l'immigration en tant qu'étudiants à l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales), j'ai pu observer leur situation en termes de décalage entre ancrage territorial et horizon symbolique. Bien que physiquement présents dans le pays où ils sont nés et ont grandi, leur univers de références culturelles et identitaires demeure souvent orienté vers un ailleurs idéalisé.

Cette disjonction entre appartenance spatiale et projection identitaire peut s'accompagner d'un sentiment d'incertitude, voire d'une inquiétude diffuse, liée à la crainte d'une perte de repères et d'une dilution progressive des références d'origine. Dans ce cadre, les processus d'assimilation sont parfois perçus comme susceptibles de mettre en tension, voire de fragiliser, la continuité de cette identité.

Pendant plusieurs générations, ces populations ont pu évoluer dans des espaces relativement clos, qualifiés de « repli communautaire », tout en entretenant l'idée d'un retour au pays d'origine. Dans certains cas, les interactions avec la société d'accueil sont demeurées limitées, sono inexistantes favorisant le maintien de modes de vie fortement inspirés des contextes d'origine. Sur le plan culturel, cette situation a pu conduire à une forme de continuité sélective avec la Turquie telle qu'elle existait plusieurs décennies auparavant, donnant l'impression d'un figement des référents culturels transmis.

Islam turc en Europe⁴

Le rôle de l'islam au sein de cette population apparaît particulièrement significatif, parfois même davantage que dans certains segments de la société en Turquie. Cette situation s'explique en partie par le fait que ces communautés ont longtemps conservé des référents culturels et sociaux relativement stables, marqués par un attachement durable aux origines. Dans ce contexte, les pratiques religieuses ont pu occuper une place centrale dans la structuration des identités et des sociabilités.

Évoluant dans une forme d'ambiguïté identitaire — entre appartenances turque et musulmane, et selon des hiérarchisations variables de ces deux dimensions — l'islam s'est néanmoins imposé, pour une

⁴ Voir notre essai, *Turquie entre Islam et Europe*, Ellipses, 2007.

large part, comme un marqueur identitaire central de cette population. Les premières associations communautaires avaient principalement pour objectif l'organisation du rapatriement des dépouilles vers la Turquie. Progressivement, leurs activités se sont élargies à la recherche de lieux de prière, puis à la construction de mosquées, traduisant une organisation croissante de la présence religieuse dans l'espace migratoire.

Dans un second temps, l'État turc, initialement attentif aux transferts de devises issus de cette diaspora, a progressivement pris conscience de son potentiel en tant que réservoir électoral et levier d'influence. Cette évolution a contribué à l'émergence de discours critiquant les logiques d'assimilation, ainsi que de politiques dites d'accompagnement, visant à maintenir et encadrer les liens entre les populations expatriées et la Turquie, dans une perspective de gestion et de contrôle à distance de cette diaspora.

En effet, les immigrés turcs constituent un réservoir électoral non négligeable. Ils participent aux scrutins dans les consulats et, occasionnellement, dans des bureaux de vote installés aux postes frontières. Leur poids peut s'avérer déterminant dans un contexte de compétition électorale serrée entre partis politiques ou candidats aux élections présidentielles, où les écarts de voix sont parfois faibles.

Ayant évolué en vase clos caractérisé par des interactions limitées tant avec les sociétés occidentales qu'avec une Turquie elle-même en profonde transformation, la religion a progressivement pu s'imposer comme un refuge identitaire central. Loin de s'éroder, la culture religieuse s'est en grande partie maintenue et a fonctionné comme un principe de cohésion et de continuité identitaire. Dans ce cadre, l'essentiel des activités culturelles s'est structuré autour des lieux de culte et de l'instruction religieuse des enfants, au sein d'associations islamo-turques dont les orientations ont pu être impactées par des influences diverses.

Au regard de ces caractéristiques, et en l'absence de dynamique d'agitation, de mobilisation idéologique structurée ou d'instrumentalisation politique par des organisations constituées, l'islam turc peut être décrit comme globalement compatible avec les formes de vie modernes et relativement adaptables aux contextes européens. Cette population est en effet issue d'un pays où les pratiques de sécularisation sont anciennement institutionnalisées, la Turquie constituant le seul État officiellement laïc au sein du monde musulman.

Dans leur grande majorité, les musulmans turcs s'inscrivent dans une religiosité largement limitée aux pratiques sociales ordinaires : les références religieuses, telles que les expressions « inshallah » ou « mashallah », relèvent souvent davantage d'un usage linguistique et culturel que d'une pratique dévote. La pratique religieuse y apparaît généralement modérée, et l'accomplissement régulier des obligations rituelles, telles que les cinq prières quotidiennes, demeure relativement peu répandue au sein de cette population.

Par retenue, pragmatisme et sens du réalisme, l'islam turc s'efforce d'adopter une posture modérée, tant en Europe qu'en Turquie, y compris à l'époque contemporaine.

Sous un autre registre, tant en Turquie qu'en France — toutes proportions gardées — les expressions de l'islamisme politique, portées par divers groupes organisés, se traduisent par des formes d'activisme, tantôt ouvert, tantôt plus discret, susceptibles de mettre sous tension le modèle laïque. Les dynamiques démographiques, les stratégies d'influence de certains groupes organisés, ainsi que les usages électoraux de ces questions par différents partis politiques, contribuent ainsi à inscrire la laïcité au centre des débats publics contemporains.

Dans le processus de politisation des populations musulmanes, il convient de prendre en considération l'émergence relativement récente d'un « électorat musulman » dans le paysage politique français.

Par ailleurs, les répercussions des évolutions politiques en Turquie sur la communauté turque en France constituent un autre axe important de cette problématique. En effet, les transformations et recompositions du champ politique dans le pays d'origine exercent une influence, directe ou indirecte, sur les attitudes et les comportements des ressortissants turcs établis en diaspora.

Un exemple significatif concerne l'attitude des organisations islamiques turques face à la loi de 2021 visant à renforcer le respect des principes républicains. Celle-ci n'a pas été interprétée de manière homogène par l'ensemble des acteurs concernés : le Comité de coordination des musulmans turcs de France a, dans un premier temps, refusé de signer le texte, notamment en raison des dispositions relatives à l'interdiction des ingérences étrangères, avant d'y adhérer ultérieurement, au terme de longues tergiversations.

Quel rôle les autorités turques ont-elles joué dans cette évolution ? Bien que traversé par divers courants d'inspiration internationaliste, l'islam turc constitue sans doute l'une des expressions les plus institutionnellement encadrées de l'*umma*, en particulier en raison de l'influence de la puissante Présidence des affaires religieuses de Turquie, la Diyanet. À titre indicatif, selon l'agence Anadolu (AA), cet organisme comptait, en 2014, 1 558 imams déployés dans les pays européens⁵.

Il convient toutefois de préciser que, tant en France qu'en Allemagne, ce dispositif tend progressivement à s'éroder, au profit de la formation d'imams en Europe, davantage intégrés aux contextes nationaux et institutionnels des pays d'accueil.

Les minorités de la diaspora originaire de Turquie : Kurdes, Alévis et chrétiens orientaux

S'agissant des minorités au sein de la diaspora originaire de Turquie — notamment les Kurdes, les Alévis et, dans une moindre mesure, les chrétiens orientaux — elles constituent des composantes importantes et hétérogènes de cet ensemble migratoire. Les Kurdes représentent une part non négligeable

⁵ *Anadolu Ajansi*, le 4 mai 2024.

de cette diaspora, tout en se définissant généralement comme un groupe distinct, porteur de ses propres modes d'intégration, aspirations sociales et de projets politiques. Dans certains contextes de tension régionale, des formes de crispation intercommunautaire entre Turcs et Kurdes peuvent également se manifester, y compris au sein des pays d'accueil tels que la France.

Toutefois, en l'absence de recensement officiel des données relatives à l'ethnicité et à la religion en Turquie, il demeure difficile d'établir des estimations fiables. Les Kurdes sont néanmoins évalués à environ 10 à 15 % de la diaspora turque. La majorité d'entre eux sont des ressortissants de Turquie, arrivés notamment comme réfugiés à la suite du coup d'État de 1980, bien que les dynamiques migratoires varient selon les contextes géopolitiques régionaux, avec des flux provenant également de Syrie, d'Irak ou d'Iran. Les personnes originaires de Syrie, en particulier, sont souvent arrivées après 2011 dans le cadre de demandes d'asile, parfois sans documents d'identité.

Enfin, il convient de souligner que, au-delà des trajectoires politiques, une part significative de ces mobilités est également motivée par des facteurs économiques.

Bien que majoritairement sunnites, à l'instar des Turcs, les Kurdes, malgré une visibilité politique parfois plus affirmée, ne semblent pas toujours placer l'islam au premier rang des marqueurs identitaires. Leurs organisations politiques tendent, en revanche, à mettre en avant de manière explicite des valeurs généralement associées aux valeurs politiques occidentales, telles que la démocratie et l'égalité entre les femmes et les hommes. À titre d'exemple, certaines organisations adoptent le principe de co-présidence, associant systématiquement un homme et une femme à la direction.

Enfin, au regard des évolutions récentes en Syrie, il est probable que certains cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation ayant annoncé sa dissolution l'année précédente, soient amenés à s'installer en Europe. Bien qu'aguerris par plusieurs décennies d'expérience militante et de lutte armée, leur arrivée pourrait contribuer à renforcer une diaspora kurde déjà fortement politisée, mais dépourvue de projet politique clair. En effet, le leader historique du mouvement, Abdullah Öcalan, a déclaré en février de l'année précédente que le projet d'un État-nation n'était plus d'actualité, une orientation qui semble également s'inscrire dans un contexte international où les grandes puissances paraissent privilégier le maintien d'une Syrie unifiée.

Il convient également de mentionner la présence d'une minorité religieuse discrète au sein de l'islam turc, à savoir les Alévis, de tradition chiite hétérodoxe. Ceux-ci se caractérisent généralement par une distance marquée à l'égard des formes ritualisées et institutionnalisées de la religiosité sunnite. Les Alévis sont souvent décrits comme un groupe relativement compatible avec les pratiques laïques, en raison de leur rapport distancié au système en place, ainsi que de valeurs fréquemment associées à la tolérance et à une conception plus égalitaire des relations homme-femme. Dans ce contexte, ils semblent, en comparaison, rencontrer moins de difficultés d'adaptation dans les sociétés d'accueil.

Il convient également d'évoquer les Chaldéens originaires de Turquie, bien que leur présence déborde en partie le cadre strict de cette étude. Issus de communautés chrétiennes anciennes de Mésopotamie, qui comptent parmi les premiers peuples à avoir adopté le christianisme, ils ont connu, au cours du XXe siècle, plusieurs vagues de migration, d'abord vers Istanbul, puis vers l'Europe. En France, ils sont notamment présents à Sarcelles, où ils constituent une communauté estimée à environ 10 000 personnes.

Attachés à leurs pratiques religieuses et à la préservation de leur tradition liturgique, ils manifestent un fort ancrage communautaire, comparable, par certains aspects sociologiques, à celui observé dans d'autres groupes issus de l'immigration. Certains membres de cette diaspora expriment d'ailleurs leur étonnement face à la faible fréquentation des Églises en France.

Il est intéressant de constater que la pression migratoire turque, longtemps perçue en Europe comme une source d'inquiétude, s'est progressivement atténuée au cours des dernières décennies, notamment sous l'effet de la croissance économique soutenue de la Turquie. Dans ce contexte, un mouvement de retour, bien que limité, tend même à émerger.

Par ailleurs, la réorientation partielle des flux migratoires vers les marchés du Moyen-Orient, à la suite de la fermeture progressive des possibilités d'installation en Europe, n'a pas produit les effets escomptés en termes de regroupement familial, d'installation durable ou d'intégration structurelle.

Cette évolution met en lumière une caractéristique singulière — voire un paradoxe — des trajectoires migratoires liées à l'islam turc : malgré une appartenance religieuse musulmane, une partie significative de ces populations ne manifeste pas nécessairement une aspiration à vivre dans des pays majoritairement musulmans.

Enfin, le « mythe du retour », longtemps structurant dans les imaginaires migratoires, semble aujourd'hui largement s'estomper. Les nouvelles générations, mais aussi leurs aînés, tendent à se projeter durablement dans le pays d'installation, la France étant de plus en plus perçue désormais comme leur espace de vie, y compris pour les générations futures.

Pour conclure sur une note positive, il convient d'évoquer l'état d'esprit d'une partie des migrants de première génération. Selon une enquête réalisée par un journaliste turc, les ressortissants turcs installés en France déclarent, dans leur grande majorité, être satisfaits de leur installation et expriment un sentiment de reconnaissance à l'égard des Français.

Certains travailleurs, notamment dans le secteur de la couture, évoquent avec fierté leur participation à l'habillement de personnalités publiques telles que Georges Pompidou, Jacques Chirac ou Carla Bruni. De nombreux témoignages insistent également sur l'absence d'expériences de discrimination, de racisme ou de xénophobie.

Enfin, plusieurs récits font état de conditions d'accueil perçues comme positives lors de l'arrivée en France, incluant parfois leur accueil à la gare ou à l'aéroport, voire leur hébergement chez des Français.

Cette enquête journalistique expose une série de portraits particulièrement éclairants. Si sa méthodologie ne correspond pas aux standards d'une enquête sociologique au sens strict, elle n'en demeure pas moins intéressante, dans la mesure où elle permet de dégager certaines tendances générales au sein de cette population. On y observe notamment le passage, après les difficultés initiales de l'installation, d'une situation de précarité à une stabilisation progressive, ainsi que l'abandon du « mythe du retour ».

Il est également notable que la place accordée à l'islam dans ces entretiens apparaît relativement limitée. Celui-ci semble davantage présent sous forme de références langagières ou d'expressions d'usage courant, telles que « inshallah » (« si Dieu le veut »), relevant davantage d'habitudes culturelles que d'une religieuse revendiquée.

Il est frappant de lire, dans certains témoignages, les souvenirs d'un accueil bienveillant dont ont bénéficié ces premiers migrants lors de leur arrivée en France, certains évoquant des habitants venus les chercher à l'aéroport, voire les ayant hébergés temporairement à leur domicile. D'autres récits décrivent des situations de grande vulnérabilité initiale : munis d'un simple contrat de travail mentionnant une adresse parfois difficilement localisable, ne maîtrisant ni la langue ni les codes du transport, certains migrants se trouvaient démunis face aux démarches les plus élémentaires, allant jusqu'à solliciter l'aide de passants rencontrés fortuitement.

Ces situations d'interaction ont parfois donné lieu à des formes de communication gestuelle, traduisant les difficultés linguistiques initiales et la nécessité d'une adaptation pragmatique au quotidien.

Cette expérience migratoire s'inscrit en partie dans le cadre d'une immigration initialement perçue comme relativement encadrée, sélectionnée et, dans une certaine mesure, qualifiée. L'ironie de l'histoire ; les immigrés de la première génération expriment aujourd'hui des positions critiques à l'égard de l'immigration, il est étonnant de lire ces mêmes immigrés déclarer : « Il y a trop d'immigrés en France »⁶.

En conclusion de ce bref aperçu, il apparaît pertinent de s'interroger sur les perspectives d'évolution à long terme de cette population, entre maintien de logiques communautaires, dynamiques d'intégration progressive et processus éventuels d'assimilation.

Michel Bozdémir

Professeur de langue et civilisation turques, INALCO

⁶ Tansu Saritaylı, *Biz Fransa Tükleriyiz* (Nous sommes les Turcs de France), Boğaziçi y., 2025.